Troliga A-punkter inför kommande rådsmöten som förväntas godkännas Coreper II onsdagen den 9 december 2015 vecka 50.

Överlämnas för skriftligt samråd till torsdagen den 10 december 2015, kl 08.30.

Innehållsförteckning

[1. Affaire portée devant la Cour de justice (C-601/15 PPU , J.N.) =Note d'information sur les observations écrites au nom du Conseil 5](#_Toc437352655)

[2. Affaire devant la Cour de justice de l'Union européenne (Avis 2/15) 5](#_Toc437352656)

[3. Résolutions, décisions et avis adoptés par le Parlement Européen lors de ses périodes de session qui se sont tenues à Strasbourg du 23 au 26 novembre 2015 et à Bruxelles le 11 novembre 2015 et le 2 décembre 2015. 5](#_Toc437352657)

[4. Projet de décision du Conseil portant nomination d'un membre grec et d'un suppléant grec du Comité des régions 6](#_Toc437352658)

[5. Projet de décision du Conseil portant nomination d'un membre espagnol et d'un suppléant espagnol du Comité des régions 6](#_Toc437352659)

[6. Projet de décision du Conseil portant nomination d'un membre italien et d'un suppléant italien du Comité des régions 6](#_Toc437352660)

[7. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (demande EGF/2015/005 FI/Computer Programming) =Proposition de virement de crédits n° DEC 39/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 6](#_Toc437352661)

[8. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (demande de l'Irlande -EGF/2015/006 IE/PWA International) =Proposition de virement de crédits n° DEC 36/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 7](#_Toc437352662)

[9. Proposition de virement de crédits n° DEC 41/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 8](#_Toc437352663)

[10. Proposition de virement de crédits n° DEC 40/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 8](#_Toc437352664)

[11. Proposition de virement de crédits n° 8/2015 à l'intérieur de la section IV - Cour de justice - du budget général pour l'exercice 2015 9](#_Toc437352665)

[12. Proposition de virement de crédits n° DEC 42/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 9](#_Toc437352666)

[13. Proposition de virement de crédits n° DEC 43/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 10](#_Toc437352667)

[14. Proposition de virement de crédits n° DEC 44/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 10](#_Toc437352668)

[15. Proposition de virement de crédits n° DEC 45/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015 11](#_Toc437352669)

[16. Règlement délégué (UE) …/... de la Commission du 30 octobre 2015 modifiant le règlement délégué (UE) n° 1268/2012 du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union européenne 12](#_Toc437352670)

[17. Règlement délégué (UE) …/... de la Commission du 30 octobre 2015 modifiant le règlement délégué (UE) n° 110/2014 portant règlement financier type pour les organismes de partenariat public-privé visés à l'article 209 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil 12](#_Toc437352671)

[18. Règlement délégué (UE) …/... de la Commission du 30.11.2015 complétant la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation relatives à l’approbation et à la publication du prospectus ainsi qu’à la diffusion de communications à caractère promotionnel, et modifiant le règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission 13](#_Toc437352672)

[19. Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers (première lecture) 14](#_Toc437352673)

[20. Projet de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'intermédiation en assurance (refonte) (première lecture) (AL + D) 14](#_Toc437352674)

[21. Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil abrogeant certains actes de l'acquis de Schengen (première lecture) (AL) 15](#_Toc437352675)

[22. Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil abrogeant certains actes dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale (acquis de Schengen) (première lecture) (AL) 16](#_Toc437352676)

[23. Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil abrogeant certains actes dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale (première lecture) (AL) 16](#_Toc437352677)

[24. Projet de conclusions du Conseil sur la préparation et réaction aux situations d’urgence nucléaire hors site 17](#_Toc437352678)

[25. Présentation des états financiers 2014 pour SISNET 18](#_Toc437352679)

[26. Budget de SISNET pour l'exercice 2016 (VISION) 18](#_Toc437352680)

[27. Evaluation Schengen de l'Autriche - Projet de recommandation du Conseil pour remédier aux manquements constatés dans l'évaluation de 2015 de l'application de l'acquis de Schengen dans le domaine de la politique de retour 19](#_Toc437352681)

[28. Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants et liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne et suspendant l'application de celui-ci en ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine (première lecture) 19](#_Toc437352682)

[29. Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil relatif à l’application du mécanisme anticontournement permettant la suspension temporaire des préférences tarifaires prévues dans l’accord d’association entre l’Union européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique et leurs États membres, d’une part, et la Géorgie, d’autre part (première lecture) 20](#_Toc437352683)

[30. Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil relatif à l’application de la clause de sauvegarde et du mécanisme anticontournement permettant la suspension temporaire des préférences tarifaires prévues dans l’accord d’association entre l’Union européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique et leurs États membres, d’une part, et la République de Moldavie, d’autre part (première lecture) 20](#_Toc437352684)

[31. Relations avec la République de Moldavie 21](#_Toc437352685)

[32. (évent.) Elargissement Négociations d'adhésion avec le Monténégro 22](#_Toc437352686)

[33. Projet de conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 14/2015 de la Cour des comptes européenne sur "La Facilité d’investissement ACP apporte-t-elle une valeur ajoutée?" 22](#_Toc437352687)

[34. Le rapport annuel 2015 sur les politiques de l'Union européenne en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2014 23](#_Toc437352688)

[35. Relations avec le Maroc 23](#_Toc437352689)

[36. Projet de conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 9/2015 de la Cour des comptes européennes intitulé "L’aide de l’UE en faveur de la lutte contre la torture et de l’abolition de la peine de mort" 24](#_Toc437352690)

[37. (évent.) Projet de conclusions sur la révision de politique européenne de voisinage 24](#_Toc437352691)

[38. Projet de conclusions du Conseil sur le processus préparatoire en vue du Sommet humanitaire mondial 25](#_Toc437352692)

[39. Décision du Conseil portant mise à jour et modification de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, et abrogeant la décision (PESC) 2015/1334 –Règlement d'exécution du Conseil mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) n° 2015/1325 26](#_Toc437352693)

[40. Décision du Conseil modifiant la décision 2014/219/PESC relative à la mission PSDC de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali) 26](#_Toc437352694)

[41. -Décision du Conseil en faveur de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC) dans le cadre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive 27](#_Toc437352695)

[42. -(évent.) Décision du Conseil modifiant la décision 2014/512/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 27](#_Toc437352696)

#

#  Affaire portée devant la Cour de justice (C-601/15 PPU , J.N.)=Note d'information sur les observations écrites au nom du Conseil

14897/15 JUR 760 JAI 962 ASILE 19 MIGR 68 FREMP 285

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Information om ett mål vid EU-domstolen där rådet har utsett ombud.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen har ingen erinran mot denna informationspunkt.

**Bakgrund:** Målet, som är en begäran om förhandavgörande från en nederländsk domstol, rör bl.a. giltigheten av artikel 8.3 e) i Europaparlamentets och rådets direktiv 2013/33/EU av den 26 juni 2013 om normer för mottagande av personer som ansöker om internationellt skydd. Eftersom målet rör giltigheten av en lagstiftningsakt kommer rådet att ge in ett skriftligt yttrande.

# Affaire devant la Cour de justice de l'Union européenne (Avis 2/15)

**=Demande d’avis déposée par la Commission européenne, conformément à l’article 218, paragraphe 11, du traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, au sujet de la question suivante : L’Union a-t-elle la compétence requise pour signer et conclure seule l’accord de libre-échange avec Singapour?**

15028/15 JUR 768 RELEX 1015 COMER 156

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Information om ett mål vid EU-domstolen där rådet har utsett ombud.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen har ingen erinran mot denna informationspunkt.

**Bakgrund:** Målet rör en begäran från kommissionen om att EU-domstolen i enlighet med artikel 218.11 FEUF ska yttra sig över frågan om kommissionen är behörig att ensam ingå och underteckna ett frihandelsavtal med Singapore.

# Résolutions, décisions et avis adoptés par le Parlement Européen lors de ses périodes de session qui se sont tenues à Strasbourg du 23 au 26 novembre 2015 et à Bruxelles le 11 novembre 2015 et le 2 décembre 2015.

14340/15 PE-RE 9

**Ansvarigt statsråd**Stefan Löfven

**Annotering**Föranleder ingen annotering.

# Projet de décision du Conseil portant nomination d'un membre grec et d'un suppléant grec du Comité des régions

=Adoption

14687/15 CDR 119 14675/15 CDR 118

**Ansvarigt statsråd**Ardalan Shekarabi

**Annotering**Föranleder ingen annotering.

# Projet de décision du Conseil portant nomination d'un membre espagnol et d'un suppléant espagnol du Comité des régions

=Adoption

14744/15 CDR 12214728/15 CDR 121

**Ansvarigt statsråd**Ardalan Shekarabi

**Annotering**Föranleder ingen annotering.

# Projet de décision du Conseil portant nomination d'un membre italien et d'un suppléant italien du Comité des régions

=Adoption

14789/15 CDR 125 14787/15 CDR 124

**Ansvarigt statsråd**Ardalan Shekarabi

**Annotering**Föranleder ingen annotering.

# Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (demande EGF/2015/005 FI/Computer Programming)=Proposition de virement de crédits n° DEC 39/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14310/15 FIN 785 INST 412 PE-L 70

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet**: Godkännande av A-punkt.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten**: Regeringen avser att stödja förslaget.

**Bakgrund**: Finland har ansökt om ekonomiskt stöd från Europeiska fonden för justering för globaliseringseffekter (EGF). Det belopp på 2 623 200 euro som de finländska myndigheterna begärt kommer att bidra till kostnaden för ett samordnat paket av stödberättigande individanpassade tjänster för 1 200 utvalda stödmottagare som sagts upp hos 69 företag med verksamhet inom datorprogrammering, it-konsultverksamhet och därmed sammanhängande verksamheter i Finland. Paketet ska bistå de drabbade arbetstagarna vid deras återinträde på arbetsmarknaden.

Uppsägningarna var en följd av omfattande strukturella förändringar i världshandelsmönstren på grund av globaliseringen.

Kommissionen har granskat ansökan och kommit fram till att villkoren för stöd är uppfyllda. Kommissionen föreslår därför att 2 623 200 euro i åtagandebemyndiganden ska överföras till EGF.

# Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil relative à la mobilisation du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (demande de l'Irlande -EGF/2015/006 IE/PWA International)=Proposition de virement de crédits n° DEC 36/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14339/15 FIN 786 INST 413 PE-L 71

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Godkännande av A-punkt.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten**: Regeringen avser att stödja förslaget.

**Bakgrund**: Irland har ansökt om ekonomiskt stöd från Europeiska fonden för justering för globaliseringseffekter (EGF). Det belopp på 442 293 euro som de irländska myndigheterna begärt kommer att bidra till kostnaden för ett samordnat paket av stödberättigande individanpassade tjänster för 108 utvalda stödmottagare som sagts upp från PWA International Ltd med verksamhet i sektorn för reparation och underhåll av luftfartyg och en av dess underleverantörer. Paketet ska bistå de drabbade arbetstagarna vid deras återinträde på arbetsmarknaden.

Uppsägningarna var en följd av omfattande strukturella förändringar i världshandelsmönstren på grund av globaliseringen. Kommissionen har granskat ansökan och kommit fram till att villkoren för stöd är uppfyllda. Kommissionen föreslår därför att 442 293 euro i åtagandebemyndiganden ska överföras till EGF.

# Proposition de virement de crédits n° DEC 41/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14627/15 FIN 851 INST 424 PE-L 75

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Att godkänna kommissionens förslag till anslagsöverföring nr 41/2015

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Sverige kan godkänna förslaget till anslagsöverföring.

**Bakgrund:** KOM föreslår en överföring på 29 993 000 euro till medlemsstaternas utgifter för de särskilda stödordningarna (artikel 68 i förordning (EU) nr 73/2009) i form av kopplat direktstöd inom den gemensamma jordbrukspolitiken. KOM anger att utgifterna var högre jämfört med de ursprungliga beräkningarna baserade på medlemsstaternas vårprognoser. Enligt KOM:s förslag bör 1 196 000 euro föras över från EUGFJ:s garantisektion för perioden 2000–2006 och deklarerade korrigeringar av tidigare förskottsbetalningar och 28 797 000 euro från budgeten för betalningar som ska täcka unionens kostnader för tvistlösning i samband med den gemensamma jordbrukspolitiken.

# Proposition de virement de crédits n° DEC 40/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14626/15 FIN 850 INST 423 PE-L 74

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås godkänna överföringen och meddela kommissionen om det.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen kan godkänna överföringen.

**Bakgrund:** KOM föreslår en överföring av 9 000 000 euro till löner under 2015 eftersom den slutliga justeringssatsen av löner och pensioner kommer att fastställas till 2,4 procent istället för den tidigare prognosen som var 1,7 procent. Dessutom har färre anställda än beräknat gått i pension. KOM föreslår även en överföring på 278 000 euro för att kunna rekrytera tillfälligt anställda och bekosta tjänsteresor med anledning av den pågående flyktingkrisen. Medlen föreslås överföras från andra administrativa budgetposter där medel har blivit över under 2015 såsom översättning, ersättningar och pensioner. KOM föreslår även att 13 548 000 euro ska överföras från pensioner till KOM:s fastighetshyror eftersom hyrorna ska vara betalda per 1 januari 2016. KOM avser sedan att under 2016 begära att medlen förs tillbaka till pensionsanslagen.

# Proposition de virement de crédits n° 8/2015 à l'intérieur de la section IV - Cour de justice - du budget général pour l'exercice 2015

14631/15 FIN 854 INST 427 PE-L 78

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås godkänna överföringen och meddela kommissionen om det.
**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen kan godkänna överföringen.

**Bakgrund:** EU-domstolen föreslår överföring till anslaget för hyror genom överföringar på 1 480 000 euro från anslag för flyttkostnader för anställda eftersom färre har anställts än förväntat.

# Proposition de virement de crédits n° DEC 42/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14832/15 FIN 868 INST 432 PE-L 79

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Att med kvalificerad majoritet enas om ett yttrande om överföringarna.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** SE kan stödja förslaget till överföringar.

**Bakgrund:** I DEC 42 föreslår KOM att totalt 12 000 000 euro i åtaganden- och betalningsbemyndiganden överförs till anslaget 23 02 01 Humanitärt bistånd för att täcka de mest akuta humanitära behoven i Afghanistan.

Åtagandena finansieras från anslag för gränssamverkan, EU:s volontärinitiativ, CFSP och bistånd mot handel. Betalningarna finansieras från till största del från IPA och en mindre del, 1 809 075 euro från EAR.

Reserven för katastrofbistånd är avsedd för att snabb hjälp skall kunna lämnas i syfte att täcka specifika stödbehov i tredjeländer efter händelser som inte kunde förutses när budgeten upprättades, först och främst i form av humanitära insatser, men när omständigheterna så kräver även civil krishantering och skydd i krissituationer. Det årliga åtagandebelopp som ingår i reserven är 280 miljoner euro (i 2011 års priser) för den period som budgetramen gäller.

Reserven för åtaganden förs in i Europeiska unionens allmänna budget i form av en avsättning. När KOM finner det nödvändigt att använda reserven kommer den att lägga fram ett förslag till budgetmyndighetens två parter om överföring från reserven till berörda budgetposter. Innan KOM lägger fram ett förslag om ianspråktagande av reserven ska emellertid en undersökning av möjligheterna att omfördela anslag att företas.

# Proposition de virement de crédits n° DEC 43/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14833/15 FIN 869 INST 433 PE-L 80

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet**: Att med kvalificerad majoritet enas om ett yttrande om överföringarna.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** SE kan stödja förslaget till överföringar.

**Bakgrund:** I DEC 43 föreslår KOM att totalt 20 000 000 euro i åtaganden- och 18 380 i 179 eurobetalningsbemyndiganden överförs till anslaget 23 02 01 Humanitärt bistånd för att täcka de mest akuta humanitära behoven i södra Sudan.

Åtagandena finansieras från anslaget för CFSP och betalningarna finansieras bl.a från IPA och valobservatörsmissioner. 2 080 179 euro tas från EAR.

Reserven för katastrofbistånd är avsedd för att snabb hjälp skall kunna lämnas i syfte att täcka specifika stödbehov i tredjeländer efter händelser som inte kunde förutses när budgeten upprättades, först och främst i form av humanitära insatser, men när omständigheterna så kräver även civil krishantering och skydd i krissituationer. Det årliga åtagandebelopp som ingår i reserven är 280 miljoner euro (i 2011 års priser) för den period som budgetramen gäller.

Reserven för åtaganden förs in i Europeiska unionens allmänna budget i form av en avsättning. När KOM finner det nödvändigt att använda reserven kommer den att lägga fram ett förslag till budgetmyndighetens två parter om överföring från reserven till berörda budgetposter. Innan KOM lägger fram ett förslag om ianspråktagande av reserven ska emellertid en undersökning av möjligheterna att omfördela anslag att företas.

# Proposition de virement de crédits n° DEC 44/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14834/15 FIN 870 INST 434 PE-L 81

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Att med kvalificerad majoritet enas om ett yttrande om överföringarna.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** SE kan stödja förslaget till överföringar.

**Bakgrund:** I DEC 44 föreslår KOM att totalt 15 000 000 euro i åtaganden- och betalningsbemyndiganden överförs till anslaget 23 02 01 Humanitärt bistånd för att täcka de mest akuta humanitära behoven i Jemen.

Åtagandena föreslås finansieras från anslaget för CFSP och betalningarna finansieras från EAR.

Reserven för katastrofbistånd är avsedd för att snabb hjälp skall kunna lämnas i syfte att täcka specifika stödbehov i tredjeländer efter händelser som inte kunde förutses när budgeten upprättades, först och främst i form av humanitära insatser, men när omständigheterna så kräver även civil krishantering och skydd i krissituationer. Det årliga åtagandebelopp som ingår i reserven är 280 miljoner euro (i 2011 års priser) för den period som budgetramen gäller.

Reserven för åtaganden förs in i Europeiska unionens allmänna budget i form av en avsättning. När KOM finner det nödvändigt att använda reserven kommer den att lägga fram ett förslag till budgetmyndighetens två parter om överföring från reserven till berörda budgetposter. Innan KOM lägger fram ett förslag om ianspråktagande av reserven ska emellertid en undersökning av möjligheterna att omfördela anslag att företas.

# Proposition de virement de crédits n° DEC 45/2015 à l'intérieur de la section III - Commission - du budget général pour l'exercice 2015

14835/15 FIN 871 INST 435 PE-L 82

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Att med kvalificerad majoritet enas om ett yttrande om överföringarna.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** SE kan stödja förslaget till överföringar.

**Bakgrund:** I DEC 45 föreslår KOM att totalt 13 000 000 euro i åtaganden- och 12 536 781 euro i betalningsbemyndiganden överförs till anslaget 23 02 01 Humanitärt bistånd för att täcka de mest akuta humanitära behoven på västra Balkan.

Åtagandena föreslås finansieras från anslaget för CFSP och betalningarna från föranslutningsstöd.

# Règlement délégué (UE) …/... de la Commission du 30 octobre 2015 modifiant le règlement délégué (UE) n° 1268/2012 du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union européenne

=Intention de ne pas exprimer d'objections à l'égard d'un acte délégué

14830/15 FIN 866 DELACT 164

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås bekräfta att de inte avser att invända mot den delegerade akten.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen kan godkänna punkten.

**Bakgrund:** Sommaren 2015 antog rådet och EP ett förslag till förordning om ändring av EU:s s.k. budgetförordning. (Europaparlamentets och rådets förordning (EU, EURATOM) nr 966/2012 av den 25 oktober 2012 om finansiella regler för unionens allmänna budget och om upphävande av rådets förordning (EG, Euratom) nr 1605/2002).

Förändringarna avser främst anpassning till EU-direktivet om offentlig upphandling (2014/24/EU) och reglerar EU-institutionernas, inte medlemsstaternas, offentliga upphandling. Bl.a. ändras kriterierna för på vilka grunder en ekonomisk aktör ska uteslutas från upphandling och kommissionen ska ta fram ett system för tidig upptäckt och uteslutning av aktörer för att förbättra skyddet av EU:s finansiella intressen. Systemet ska t.ex. innehålla information om misstänkta fall av bedrägerier och oegentligheter mot EU:s finansiella intressen. Medlemsstaternas rapporteringsskyldigheter minskar och förenklas jämfört med den tidigare budgetförordningen och ska nu endast ske på basis av överenskomna sektorsspecifika bestämmelser.

Enligt budgetförordningen ska kommissionen anta delegerade akter om tillämpningen av förordningen, i enlighet med artikel 290 i fördraget om Europeiska unionens funktionssätt. Kommissionen presenterade en delegerad akt om tillämpningsföreskrifter i oktober 2015 och rådet har möjlighet att, med kvalificerad majoritet, invända mot den senast den 31 december 2015.

# Règlement délégué (UE) …/... de la Commission du 30 octobre 2015 modifiant le règlement délégué (UE) n° 110/2014 portant règlement financier type pour les organismes de partenariat public-privé visés à l'article 209 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil

=Intention de ne pas exprimer d'objections à l'égard d'un acte délégué

14831/15 FIN 867 DELACT 165

**Ansvarigt statsråd**Magdalena Andersson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås bekräfta att de inte avser att invända mot den delegerade akten.
**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen kan godkänna punkten.

**Bakgrund:** Sommaren 2015 antog rådet och EP ett förslag till förordning om ändring av EU:s s.k. budgetförordning. (Europaparlamentets och rådets förordning (EU, EURATOM) nr 966/2012 av den 25 oktober 2012 om finansiella regler för unionens allmänna budget och om upphävande av rådets förordning (EG, Euratom) nr 1605/2002).

Förändringarna avser främst anpassning till EU-direktivet om offentlig upphandling (2014/24/EU) och reglerar EU-institutionernas, inte medlemsstaternas, offentliga upphandling. Bl.a. ändras kriterierna för på vilka grunder en ekonomisk aktör ska uteslutas från upphandling och kommissionen ska ta fram ett system för tidig upptäckt och uteslutning av aktörer för att förbättra skyddet av EU:s finansiella intressen. Systemet ska t.ex. innehålla information om misstänkta fall av bedrägerier och oegentligheter mot EU:s finansiella intressen. Medlemsstaternas rapporteringsskyldigheter minskar och förenklas jämfört med den tidigare budgetförordningen och ska nu endast ske på basis av överenskomna sektorsspecifika bestämmelser.

Enligt budgetförordningen ska kommissionen anta delegerade akter om tillämpningen av förordningen, i enlighet med artikel 290 i fördraget om Europeiska unionens funktionssätt. Kommissionen presenterade i oktober 2015 en delegerad akt om modellbudgetförordning för offentlig-privata partnerskap som avses i art. 209 i förordningen och rådet har möjlighet att, med kvalificerad majoritet, invända mot den senast den 31 december 2015.

# Règlement délégué (UE) …/... de la Commission du 30.11.2015 complétant la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation relatives à l’approbation et à la publication du prospectus ainsi qu’à la diffusion de communications à caractère promotionnel, et modifiant le règlement (CE) n° 809/2004 de la Commission

=Demande de prolongation du délai pour la formulation d'objections à l'égard d'un acte délégué

14977/15 EF 223 ECOFIN 955 DRS 72 DELACT 168 14885/15 EF 220 ECOFIN 943 DRS 71 DELACT 167

**Ansvarigt statsråd**Per Bolund

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås godkänna en förlängning av tidsperioden inom vilken rådet har möjlighet att invända mot den delegerade akten.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser att rösta ja till en förlängning av tidsperioden.

**Bakgrund:** Den 30 november 2015 antog EU-kommissionen en delegerad akt som kompletterar det nu gällande prospektdirektivet (2003/71/EC). Rådet och Europaparlamentet har en månad på sig att invända mot den delegerade akten. Givet den korta tidsperioden som dessutom infaller under julledigheterna föreslår ordförandeskapet en förlängning av tidsperioden med en månad. Detta innebär att rådet får fram till den 30 januari 2016 att invända mot den delegerade akten.

# Proposition de Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers (première lecture)

=Confirmation du texte de compromis final en vue d'un accord

14985/15 EF 224 ECOFIN 956 CODEC 1664

**Ansvarigt statsråd**Per Bolund

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås godkänna en slutlig kompromisstext avseende förslaget till förordning samt bekräfta att ordförandeskapet kan meddela Europaparlamentet rådets avsikt att med reservation för eventuella justeringar under juristlingvistgranskningen anta rättsakten.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser att rösta ja.

**Bakgrund:** I september 2013 presenterade kommissionen ett förslag till förordning om index som används som referensvärden för finansiella instrument eller finansiella avtal (se faktapromemoria 2013/14:FPM13). Rådet nådde en allmän inriktning i februari 2015. Trilogförhandlingarna inleddes i juni 2015 och avslutades i november 2015. Rådet föreslås godkänna ordförandeskapets kompromiss med Europaparlamentet varefter juristlingvistgranskning och behandling inför ett slutligt antagande av rättsakten väntar.

# Projet de directive du Parlement européen et du Conseil sur l'intermédiation en assurance (refonte) (première lecture) (AL + D)

=Adoption de l'acte législatif

14642/15 CODEC 1601 ECOFIN 926 SURE 40 EF 211+ ADD 1PE-CONS 49/15 EF 155 ECOFIN 631 SURE 22 CODEC 1079

**Ansvarigt statsråd**Per Bolund

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås anta direktivet.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser att rösta ja till att rådet antar direktivet.

**Bakgrund:** Direktivet ersätter nuvarande direktiv 2002/92/EG om försäkringsförmedling. Förslaget lades fram av kommisionen den 3 juli 2012 och förhandlingar i rådet inlededdes. Efter ett längre uppehåll återupptogs förhandlingarna i rådet hösten 2013. Trepartsförhandlingar mellan rådet, kommissionen och EU-parlamentet startade i februari 2015 och den 30 juli 2015 träffades en överenskommelse.

Syftet med direktivet är att ytterligare harmonisera marknaden för distribution av försäkringar inom unionen. Viktiga inslag i direktivet är ett utvidgat tillämpningsområde, en teknikneutral reglering, gemensamma standarder för försäkringsdistribution, förbättra konsumentskyddet och hantera intressekonflikter samt bidra till ökad transparens och konkurrensneutralitet.

# Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil abrogeant certains actes de l'acquis de Schengen (première lecture) (AL)

=Adoption de l'acte législatif

14715/15 CODEC 1620 PROAPP 24 CATS 126 SCHENGEN 38 COMIX 633PE-CONS 54/15 PROAPP 18 CATS 95 SCHENGEN 30 COMIX 458CODEC 1281

**Ansvarigt statsråd**Morgan Johansson

**Tidigare behandling i riksdagen**2015-09-30

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås anta rättsakten.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser att rösta ja.

**Bakgrund:** Kommissionen presenterade i november 2014 tre förslag om upphävande av ett antal rättsliga instrument på det rättsliga och inrikespolitiska området som antagits före Lissabonfördragets ikraftträdande och som därför också omfattas av artiklarna 9 och 10 i protokoll 36 till fördraget (protokollet med vissa övergångregler avseende Lissabonfördraget.) De rättsliga instrument som kommissionen anser bör upphävas har enligt kommissionen inte längre någon verkan. De är inte längre relevanta på grund av sin tillfälliga karaktär eller till följd av att deras innehåll har införts i nya rättsakter. Av rättsäkerhetsskäl föreslås det därför att de ska upphävas.   Kommissionens förslag ska också ses mot bakgrund av kommissionens övergripande projekt att se över EU-lagstiftningens ändamålsenlighet (REFIT).  Förslagen har behandlats i rådsarbetsgrupp och vissa justeringar och tillägg har gjorts i kommissionens förslag. Förslagen om upphävande ska antas enligt det ordinarie beslutsförfarandet. I april 2015 erhöll därför ordförandeskapet mandat att inleda förhandlingar med Europaparlamentet i avsikt att nå en överenskommelse under den första läsningen. Europaparlamentet har behandlat förslagen enligt ett förenklat förfarande. I september 2015 kunde rådet godkänna resultatet av diskussionerna med Europaparlamentet inför slutligt antagande. Den 24 november 2015 antog Europaparlamentet förslagen i plenum. Rådet förväntas nu anta förslagen.

# Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil abrogeant certains actes dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale (acquis de Schengen) (première lecture) (AL)

=Adoption de l'acte législatif

14717/15 CODEC 1621 PROAPP 25 CATS 128 SCHENGEN 39 COMIX 634PE-CONS 55/15 PROAPP 19 CATS 96 SCHENGEN 31 COMIX 459CODEC 1282

**Ansvarigt statsråd**Anders Ygeman

**Tidigare behandling i riksdagen**2015-09-30

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås anta rättsakten.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten**: Regeringen avser att rösta ja.

**Bakgrund:** Kommissionen presenterade i november 2014 tre förslag om upphävande av ett antal rättsliga instrument på det rättsliga och inrikespolitiska området som antagits före Lissabonfördragets ikraftträdande och som därför också omfattas av artiklarna 9 och 10 i protokoll 36 till fördraget (protokollet med vissa övergångregler avseende Lissabonfördraget.) De rättsliga instrument som kommissionen anser bör upphävas har enligt kommissionen inte längre någon verkan. De är inte längre relevanta på grund av sin tillfälliga karaktär eller till följd av att deras innehåll har införts i nya rättsakter. Av rättsäkerhetsskäl föreslås det därför att de ska upphävas.   Kommissionens förslag ska också ses mot bakgrund av kommissionens övergripande projekt att se över EU-lagstiftningens ändamålsenlighet (REFIT).  Förslagen har behandlats i rådsarbetsgrupp och vissa justeringar och tillägg har gjorts i kommissionens förslag. Förslagen om upphävande ska antas enligt det ordinarie beslutsförfarandet. I april 2015 erhöll därför ordförandeskapet mandat att inleda förhandlingar med Europaparlamentet i avsikt att nå en överenskommelse under den första läsningen. Europaparlamentet har behandlat förslagen enligt ett förenklat förfarande. I september 2015 kunde rådet godkänna resultatet av diskussionerna med Europaparlamentet inför slutligt antagande. Den 24 november 2015 antog Europaparlamentet förslagen i plenum. Rådet förväntas nu anta förslagen.

# Projet de règlement du Parlement européen et du Conseil abrogeant certains actes dans le domaine de la coopération policière et de la coopération judiciaire en matière pénale (première lecture) (AL)

=Adoption de l'acte législatif

14719/15 CODEC 1622 PROAPP 26 CATS 130PE-CONS 56/15 PROAPP 20 CATS 97 CODEC 1284

**Ansvarigt statsråd**Anders Ygeman

**Tidigare behandling i riksdagen**2015-09-30

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås anta rättsakten.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser att rösta ja.

**Bakgrund:** Kommissionen presenterade i november 2014 tre förslag om upphävande av ett antal rättsliga instrument på det rättsliga och inrikespolitiska området som antagits före Lissabonfördragets ikraftträdande och som därför också omfattas av artiklarna 9 och 10 i protokoll 36 till fördraget (protokollet med vissa övergångregler avseende Lissabonfördraget.) De rättsliga instrument som kommissionen anser bör upphävas har enligt kommissionen inte längre någon verkan. De är inte längre relevanta på grund av sin tillfälliga karaktär eller till följd av att deras innehåll har införts i nya rättsakter. Av rättsäkerhetsskäl föreslås det därför att de ska upphävas.   Kommissionens förslag ska också ses mot bakgrund av kommissionens övergripande projekt att se över EU-lagstiftningens ändamålsenlighet (REFIT).  Förslagen har behandlats i rådsarbetsgrupp och vissa justeringar och tillägg har gjorts i kommissionens förslag. Förslagen om upphävande ska antas enligt det ordinarie beslutsförfarandet. I april 2015 erhöll därför ordförandeskapet mandat att inleda förhandlingar med Europaparlamentet i avsikt att nå en överenskommelse under den första läsningen. Europaparlamentet har behandlat förslagen enligt ett förenklat förfarande. I september 2015 kunde rådet godkänna resultatet av diskussionerna med Europaparlamentet inför slutligt antagande. Den 24 november 2015 antog Europaparlamentet förslagen i plenum. Rådet förväntas nu anta förslagen.

# Projet de conclusions du Conseil sur la préparation et réaction aux situations d’urgence nucléaire hors site

=Adoption

14045/15 ATO 72 SAN 376 PROCIV 64

**Ansvarigt statsråd**Åsa Romson

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Antagande av rådsslutsats.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund:** Det luxemburgska initiativet till rådsslutsatser kan ses mot bakgrund av att framförallt vissa medlemsstater i kölvattnet av Fukushima efterfrågat samordnade åtgärder mellan länder. Förslaget till rådsslutsatserna syftar till att uppmana medlemsstaterna att förbättra samordningen av åtgärder mellan länder vid olyckor. Slutsatserna innehåller bl.a. formuleringar om ökat samarbete och ökad koherens inom beredskapsområdet kopplat till de direktiv som rådet antagit såsom det reviderade strålskyddsdirektivet (2013/59/EURATOM) om fastställande av grundläggande säkerhetsnormer för skydd mot de faror som uppstår till följd av exponering för joniserande strålning samt det reviderade kärnsäkerhetsdirektivet (2014/87/EURATOM) om ändring av direktiv 2009/71/Euratom om upprättande av ett gemenskapsramverk för kärnsäkerhet vid kärntekniska anläggningar. I dessa direktiv finns bl.a. krav på beredskap vid kärntekniska olyckor.

# Présentation des états financiers 2014 pour SISNET

14771/15 SIRIS 92 VISA 375 COMIX 639

**Ansvarigt statsråd**Anders Ygeman

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Medlemsstaterna, församlade i rådet, ska bevilja generalsekreteraren ansvarsfrihet för genomförandet av budgeten för 2014.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja till att rådet beviljar ansvarsfrihet.

**Bakgrund:** SISNET är kommunikationsinfrastrukturen för SIS (Schengens informationssystem, SISNET är dock under avveckling). I budgetförordningen för SISNET föreskrivs att – efter revisionsrättens revision av räkenskaperna – medlemsstaterna församlade i rådet, ska bevilja generalsekreteraren ansvarsfrihet för budgetens genomförande. Revisionsrättens rapport om årsredovisningen för budgetåret fram till och med den 31 december 2014 har behandlats och godkänts av arbetsgruppen för Schengenfrågor (SIS/Sirene)i november 2015.

# Budget de SISNET pour l'exercice 2016 (VISION)

14772/15 SIRIS 93 VISA 376 COMIX 640

**Ansvarigt statsråd**Anders Ygeman

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Medlemsstaterna, församlade i rådet, ska godkänna budgeten för 2016.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja till att godkänna budgeten.

**Bakgrund:** SISNET är det nätverk som använts av första generationen av Schengens informationssystem och kommunikationen mellan Schengenländernas s.k. SIRENE-kontor. SISNET har finansierats av Schengenländerna i enlighet med ett särskilt finansieringsregelverk. Enligt detta regelverk antas årligen budgetar och tilläggsbudgetar av de deltagande medlemsstaterna församlade i rådet. SISNET är under avveckling för att ersättas av det nätverk som hanterar SIS II och som finansieras via EU-budgeten. För vissa funktioner behövs emellertid nätverket användas under en övergångsperiod. Tilläggsbudgetens syfte är att hantera de kostnader som uppstått under övergångsskedet till det nya systemet. Det är endast VISION-systemet (för konsultationer mellan MS)som använder SISNET idag. VISION-systemet planeras ersättas av VIS Mail-systemet under första halvan av år 2016 vilket innebär att SISNET inte längre kommer att behövas.

# Evaluation Schengen de l'Autriche - Projet de recommandation du Conseil pour remédier aux manquements constatés dans l'évaluation de 2015 de l'application de l'acquis de Schengen dans le domaine de la politique de retour

14943/15 SCH-EVAL 56 MIGR 69 COMIX 658

**Ansvarigt statsråd**Anders Ygeman

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet ska anta rekommendationer till Österrike i anledning av Schengenutvärderingen som genomförts i februari 2015 på området återvändande.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja till att anta rekommendationerna.

**Bakgrund:** Österrike har inom ramen för den nya Schengenutvärderingsmekanism som etablerades i och med förordning (EU) 1053/2013 utvärderats på området återvändande.

Till skillnad från den tidigare mekanismen är det numera kommissionen som har den ledande rollen i utvärderingarna istället för rådet. Medlemsstaterna utvärderas i princip i turordning, även om mekanismen också ger utrymme för både riskanalysbaserade mer frekventa utvärderingar av vissa medlemsstater och oannonserade utvärderingsbesök. Experterna till utvärderingarna tas ut av kommissionen på basis av nomineringar från medlemsstaterna.

En utvärdering har genomförts i februari 2015 av ett utvärderingsteam under kommissionens ledning. Vissa brister i tillämpningen i Österrike kunde konstateras vid utvärderingen och utifrån dessa har utvärderingsteamet lämnat förslag på rekommendationer. Bland annat rekommenderas Österrike att förbättra statistikinsamlingen avseende återvändande och göra en översyn av den lagstiftning som gäller ensamkommande asylsökande barn för att uppnå mer tydlighet. Österrike rekommenderas också att anpassa sin lagstiftning till återvändandedirektivet gällande tidsramar för förvarstagande och utfärdandet av återreseförbud. Rekommendationerna har godkänts på arbetsgruppsnivå den 19 november 2015 och är nu tänkta att antas av rådet.

# Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1215/2009 du Conseil introduisant des mesures commerciales exceptionnelles en faveur des pays et territoires participants et liés au processus de stabilisation et d'association mis en œuvre par l'Union européenne et suspendant l'application de celui-ci en ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine (première lecture)

=Confirmation du texte de compromis final en vue d'un accord

14939/15 WTO 266 COWEB 145 AGRI 638 UD 246 TDC 13 CODEC 1649

**Ansvarigt statsråd**Mikael Damberg

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet ska anta den kompromiss som nåddes i den andra trilogen med Europaparlamentet om Kommissionens lagstiftningsförslag om förlängning av handelslättnader för länderna på Västra Balkan.Rådets ordförande ska ges mandat att brevledes bekräfta till ordföranden för Europaparlamentets utskott för internationell handel att rådet kommer godkänna Europaparlamentets position och anta lagstiftningsakten, om Europaparlamentet accepterar den slutliga kompromisstexten i den första läsningen.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten**: Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund**: Kommissionen har föreslagit att de ensidiga handelslättnaderna för länderna på Västra Balkan ska förlängas i fem år (till och med den 31 december 2020). Kommissionen föreslår också att handelslättnaderna ska upphävas för Bosnien och Hercegovina om landet inte före den 1 januari 2016 har kommit överens med EU om en anpassning av stabiliserings- och associeringsavtalet som tar hänsyn till Kroatiens EU-anslutning, en klausul som gör det möjligt att upphäva förmåner vid kränkningar av vissa rättigheter (mänskliga rättigheter, demokrati och rättsstat) införs och en teknisk ändring som innebär bättre tillgång till vinkvoterna för Montenegro.

# Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil relatif à l’application du mécanisme anticontournement permettant la suspension temporaire des préférences tarifaires prévues dans l’accord d’association entre l’Union européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique et leurs États membres, d’une part, et la Géorgie, d’autre part (première lecture)

=Mandat de négociation avec le Parlement européen

14946/15 COMER 153 WTO 267 COEST 368 CODEC 1651

**Ansvarigt statsråd**Mikael Damberg

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Att anta förordningen.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja till kommissionens förslag till förordning om antikringgående mekanism för Georgien**.**

**Bakgrund:** Skyddsklausuler ingår i många handelsavtal men inte i alla och endast när det anses nödvändigt. Förslaget till förordning bygger på tidigare förordningar och är nödvändig för att implementera handelsavtalen och förslaget till förordning återger regler som fastslagits i avtalen. För Georgien ingår endast antikringgående mekanism. Förslaget rör jordbruksprodukter och livsmedel.

# Proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil relatif à l’application de la clause de sauvegarde et du mécanisme anticontournement permettant la suspension temporaire des préférences tarifaires prévues dans l’accord d’association entre l’Union européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique et leurs États membres, d’une part, et la République de Moldavie, d’autre part (première lecture)

=Mandat de négociation avec le Parlement européen

14948/15 COMER 154 WTO 268 COEST 369 CODEC 1652

**Ansvarigt statsråd**Mikael Damberg

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Att anta förordningen.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja till Kommissionens förslag till förordning om och antikringgående mekanism och klausul för skyddsåtgärder för Moldavien.

**Bakgrund:** Skyddsklausuler ingår i många handelsavtal men inte i alla och endast när det anses nödvändigt. Förslaget till förordning bygger på tidigare förordningar och är nödvändig för att implementera handelsavtalen och återger regler som fastslagits i avtalen. I förslaget ingår antikringgående mekanism och skyddsklausul. I detta fall har Moldavien bett om en sådan klausul och kommissionen ville därför ha en bilateral klausul. Antikringgående mekanismen rör jordbruksprodukter och livsmedel.

# Relations avec la République de Moldavie

**=Proposition de décision du Conseil relative à la position à adopter au nom de l’Union européenne au sein du Conseil d’association institué par l’accord d’association entre l’Union européenne et la Communauté européenne de l’énergie atomique et leurs États membres, d’une part, et la République de Moldavie, d’autre part**

14460/15 COEST 360 WTO 251 14418/15 COEST 359 WTO 249

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Behandlingen i rådet avser fastställandet av EU:s position avseende det beslut som ska fattas inom associeringsrådet EU-Moldavien om att tillämpa avdelning V i associeringsavtalet mellan Europeiska unionen, Europeiska atomenergigemenskapen och deras medlemsstater, å ena sidan, och Republiken Moldavien, å andra sidan, på hela Moldaviens territorium från den 1 januari 2016.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund:** Associeringsavtalet mellan EU och Moldavien undertecknades av parterna i Bryssel i juni 2014 och delar av avtalet tillämpas provisoriskt sedan den 1 september 2014 inklusive avdelning V, som innebär att ett djupt och långtgående frihandelsområde upprättats . I enlighet med artikel 462 ska tillämpningen av av avtalet, och av avdelning V, begränsas till de regioner över vilka Moldaviens regering utövar den faktiska kontrollen till dess att Associeringsrådet fattat ett beslut med innebörden att Moldavien säkerställt att avtalet, eller avdelning V, genomförs och verkställs fullt ut på hela dess territorium.

Detta innebär att avtalet hittills inte tillämpas på utbrytarregionen Transnistrien. EU har dock beslutat om autonoma handelspreferenser som gäller Transnistrien, vilka löper ut den 31 december 2015. Europeiska kommissionen har därför fört diskussioner med de facto-myndigheterna i Transnistrien om hur handeln med regionenens företag ska vara reglerad. Som ett resultat av dessa diskussioner ingick Moldavien och de-facto myndigheterna i Transnistrien den 30 oktober en överenskommelse som ska täcka de viktigaste delarna av avtalet.

#  (évent.) ElargissementNégociations d'adhésion avec le Monténégro

=Satisfaction d'un critère d'ouverture pour le chapitre 13 : Pêche

14961/15 ELARG 68

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet avser fatta beslut om godkännande av öppningsvillkoren för kapitel 13 (fiske) inom ramen för Montenegros EU-medlemskapsförhandlingar.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund:** Sverige har i rådsarbetsgrupp godkänt EU-kommissionens bedömning av Montenegros uppfyllande av öppningsvillkoren för kapitel 13 och stödjer EU-kommissionens rekommendation att öppna förhandlingar inom dettakapitel.

# Projet de conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 14/2015 de la Cour des comptes européenne sur "La Facilité d’investissement ACP apporte-t-elle une valeur ajoutée?"

14998/15 ACP 174 FIN 874 PTOM 29

**Ansvarigt statsråd**Isabella Lövin

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Anta rådsslutsatser om revisionsrättens rapport 14/2015 om AVS Investeringsanslag.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja till förslaget.

**Bakgrund:** Revisionsrätten presenterade i november 2015 en rapport om AVS Investeringsanslag, den del av den Europeiska utvecklingsfonden som förvaltas av den Europeiska investeringsbanken för att stödja privata och offentliga investeringar i AVS-länder. Rapporten har titeln "AVS investeringsanslaget: ger det något mervärde?" (Särskild rapport nr 14/2015). Rapporten pekar på tydliga mervärden, speciellt anslagets långsiktiga finansiering och lån samt dess katalytiska effekt för andra investeringar. Detta återspeglas även i de föreslagna rådsslutsatserna.

# Le rapport annuel 2015 sur les politiques de l'Union européenne en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2014

=Projet de conclusions du Conseil

14960/15 DEVGEN 255 RELEX 1012 ACP 173 COHAFA 121 WTO 269ONU 145 OCDE 16

**Ansvarigt statsråd**Isabella Lövin

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås godkänna rådets slutsatser om årsrapporten om EU:s utvecklingssamarbete.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja till att rådet antar slutsatserna.

**Bakgrund:** En årsrapport om EU:s utvecklingssamarbete presenteras varje år, och rådsslutsatser på rapporten antas också årligen. Rapporten redogör i stora drag för EU:s biståndsverksamhet under 2014 och för användningen av de nära 10 miljarder euro som kommissionen avsatte för det externa biståndet. EU och dess medlemsstater bidrog 2014 med 58,2 miljarder euro i utvecklingsbistånd. Rapporten täcker såväl geografiska som tematiska områden liksom styrning för resultat inom biståndet.

Sverige har i förhandlingarna om slutsatserna välkomnat referenser till samstämmighetspolitiken (PCD), den nya handlingsplanen för jämställdhet och önskat bredare referenser till privatsektorutveckling. I en diskussion om hur slutsatserna ska referera till den pågående migrations- och flyktingsituationen har Sverige verkat för att skrivningarna inte bara ska referera till att EU påverkas, utan även hur partnerländer i utvecklingssamarbetet påverkas.

# Relations avec le Maroc

=Adoption de la position de l'Union européenne en vue de la treizième session du Conseil d'association (Bruxelles, 14 décembre 2015)

14906/15 MA 6

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Behandlingen i rådet avser fastställande av gemensamt uttalande av EU i samband med det trettonde associeringsrådet mellan EU och Marocko.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund:** Den 14 december äger det trettonde associationsrådet mellan EU och Marocko rum. Associationsavtalet med Marocko trädde i kraft 2000.

# Projet de conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 9/2015 de la Cour des comptes européennes intitulé "L’aide de l’UE en faveur de la lutte contre la torture et de l’abolition de la peine de mort"

14638/15 COHOM 117 DEVGEN 243 CONUN 225

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås godkänna rådets slutsatser om Revisionsrättens rapport om EU :s arbete mot tortyr och dödstraff

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen stödjer rådsslutsatserna.

**Bakgrund:** Rådsslutsatserna om Europeiska revisionsrättens rapport om EU:s stöd till arbetet mot tortyr och dödsstraff har godkänts i rådsarbetsgrupp den 25 november 2015.

# (évent.) Projet de conclusions sur la révision de politique européenne de voisinage

15011/15 MAMA 203 COEST 371 MED 41

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet avser anta rådsslutsatser om översynen av EU:s grannskapspolitik (ENP) som svar på det gemensamma meddelandet från Kommissionen och den höge representanten Mogherini Review of the European Neighbourhood Policy den 18 november.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja

**Bakgrund:** EU:s grannskapspolitik (European Neighbourhood Policy, ENP) lanserades 2004 och riktar sig till unionens grannländer i såväl Östeuropa som i Mellanöstern och Nordafrika. Totalt omfattas 16 länder  och två regionala dimensioner – Östliga partnerskapet och Unionen för Medelhavet, vilka tar hänsyn till specifika regionala förutsättningar i de två delarna av grannskapet. Kopplat till ENP finns finansieringsinstrumentet ENI (European Neighbourhood Instrument) som omfattar 15,4 miljarder euro för perioden 2014-2020. Bakgrunden till ENP-översynen var inte minst de förändringar som skett i båda delarna av grannskapet sedan den senaste översynen av ENP 2011. I Östeuropa handlade det bl.a. om den allt mer direkta utmaningen mot ENP:s målsättningar från Ryssland, i Mellanöstern och Nordafrika om en generellt negativ utveckling efter den arabiska våren, pågående konflikter och den alltmer alarmerande flyktingsituationen. Översynens avsikt är att förbättra EU:s förmåga att svara upp mot utmaningarna. Den inleddes formellt med Kommissionens och HR/VP Mogherinis meddelande Towards a new European Neighbourhood Policy den 4 mars 2015. Meddelandet fokuserade på frågeställningar om bl.a. differentiering, fokusering, flexibilitet samt visibilitet, och meddelandet har utgjort grunden för en omfattande konsultationsrunda med EU MS (bl.a. vid FAC i april), med partnerländerna (bl.a. i samband med toppmötet inom Östliga partnerskapet i maj och ett informellt utrikesministermöte med länderna i MENA-regionen i april) samt med andra intressenter som civilsamhälle och tankesmedjor. Ett förslag till en reviderad grannskapspolitik presenterades i form av ett nytt meddelande - Review of the European Neighbourhood Policy den 18 november.

Regeringens utgångspunkter i förhandlingarna om rådsslutsatser om översynen har bl a varit att välkomna EEAS/KOM:s grundligt utförda arbete med översynen och att stödja ansatsen att förstärka fokus på att förebygga och hantera kriser inom ENP. Samtidigt har regeringen framhållit att det är centralt att grannskapspolitiken även fortsatt, i linje med EU-fördraget, tar sin utgångspunkt i de universella värderingar som EU-samarbetet bygger på. Stabilisering är viktigt, men all erfarenhet visar att en långsiktig stabil utveckling måste bygga på respekt för universella värderingar, inklusive mänskliga rättigheter och demokrati. Regeringen har vidare ställt sig bakom ambitionen att söka förnyat engagemang från mindre ambitiösa partnerländer, baserat på EU:s värderingar och intressen samtidigt som ENP måste kunna erbjuda förnyade och förstärkta relationer även med mer intresserade partnerländer, i linje med deras ambitioner. Slutligen välkomnar regeringen att jämställdhetsaspekter lyfts fram i meddelandet.

# Projet de conclusions du Conseil sur le processus préparatoire en vue du Sommet humanitaire mondial

14611/15 COHAFA 115 DEVGEN 241 ALIM 22 ONU 141 FAO 43 COAFR 349 MAMA 197 MOG 109 COEST 361 COASI 183 COLAC 114 PROCIV 71 RELEX 970

**Ansvarigt statsråd**Isabella Lövin

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås godkänna rådets slutsatser om det humanitära världstoppmötet i Istanbul 2016 (*World Humanitarian Summit* - WHS).

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund:** I maj 2016 genomförs det första humanitära världstoppmötet på initiativ av FN:s generalsekreterare Ban Ki-moon. Syftet med mötet är att bekräfta de humanitära principerna och söka breddat finansiellt och politiskt stöd för humanitära insatser under en tid då de humanitära behoven är rekordstora. Toppmötet är inte mellanstatligt, utan involverar alla humanitära ”stakeholders”, från FN-organ till drabbade befolkningar. Sverige ställer sig positivt till världstoppmötet och deltar aktivt i förberedelserna, inte minst genom UM Wallströms deltagande i FN:s högnivåpanel om humanitär finansiering, som är kopplad till toppmötet.

Kommissionen har presenterat ett meddelande med nyckelrekommendationer inför WHS (*Towards the World Humanitarian Summit: A global partnership for principled and effective humanitarian action*). Sverige har fått gehör för sina prioriteringar i förhandlingen.

Europaparlamentet förbereder en rapport inför toppmötet - *Preparing for the World Humanitarian Summit: Challenges and opportunities for humanitarian assistance*. Denna är dock inte ännu publicerad.

# Décision du Conseil portant mise à jour et modification de la liste des personnes, groupes et entités auxquels s'appliquent les articles 2, 3 et 4 de la position commune 2001/931/PESC relative à l'application de mesures spécifiques en vue de lutter contre le terrorisme, et abrogeant la décision (PESC) 2015/1334–Règlement d'exécution du Conseil mettant en œuvre l'article 2, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2580/2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, et abrogeant le règlement d'exécution (UE) n° 2015/1325

14242/15 CORLX 205 COTER 148 CFSP/PESC 780 RELEX 930 FIN 782+ ADD 1 14236/15 CORLX 200 COTER 144 CFSP/PESC 775 RELEX 926 FIN 779 14238/15 CORLX 202 COTER 146 CFSP/PESC 777 RELEX 928 FIN 781

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Ministerrådet förväntas i besluta att förteckningen över personer, grupper eller enheter som är föremål för särskilda åtgärder i syfte att bekämpa terrorism ska lämnas oförändrad.  För att operationalisera rådsbeslutet förväntas ministerrådet även besluta om ändringar i rådsförordning 2580/201 genom att anta en genomförandeförordning. Uppdateringarna sker inom ramen för den regelbundna sexmånadersöversynen.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser att rösta ja i ministerådet.

**Bakgrund:** Den 27 december 2001 antog Europeiska unionens råd en gemensam ståndpunkt om tillämpning av särskilda åtgärder i syfte att bekämpa terrorism (2001/931/GUSP). Enligt artikel 1.1 i ståndpunkten ska den tillämpas på personer, grupper och enheter som deltar i terroristhandlingar och som finns förtecknade. Förteckningen ska ses över med jämna mellanrum, minst en gång var sjätte månad, för att man ska försäkra sig om att det är berättigat att behålla de listade i förteckningen. Den gemensamma ståndpunkten operationaliserades genom rådsförordning 2580/2001. Några ändrade motiveringar för de personer, grupper eller enheter som är föremål för särskilda åtgärder för att bekämpa terrorism är inte aktuella i samband med de aktuella rådsbesluten.

# Décision du Conseil modifiant la décision 2014/219/PESC relative à la mission PSDC de l'Union européenne au Mali (EUCAP Sahel Mali)

14955/15 CORLX 228 CSDP/PSDC 660 CFSP/PESC 834 COAFR 358RELEX 1011 CONUN 227 CSC 304 EUCAP MALI 17 14482/15 CORLX 218 CSDP/PSDC 644 CFSP/PESC 808 COAFR 346RELEX 962 CONUN 222 CSC 291 EUCAP MALI 15

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås överenskomma om utkast till rådsbeslut om ändring av 2014/219/GUSP för att möjliggöra att perioden som omfattas av EUCAP Sahel Malis finansiella referensbelopp förlängs till och den 14 januari 2017.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund:** EU:s civila förmågehöjande insats i Mali, EUCAP SAHEL Mali, bidrar sedan 2014 till att reformera Malis interna säkerhetsstyrkor. En viss förstärkning av insatsen pågår för närvarande på uppdrag av Europeiska rådet, i enlighet med medlemsstaternas önskemål.

# -Décision du Conseil en faveur de la convention sur l'interdiction des armes biologiques et à toxines (BTWC) dans le cadre de la stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive

15087/15 CORLX 234 CODUN 50 CONOP 150 CFSP/PESC 847 COTER 162 PROCIV 82 SAN 432 14878/15 CORLX 226 CODUN 49 CONOP 148 CFSP/PESC 829 COTER 156 PROCIV 78 SAN 418

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Rådet föreslås anta en gemensam ståndpunkt.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja.

**Bakgrund:** EU har under många år arbetat för att främja genomförandet av B-vapenkonventionen, bl.a. genom gemensamma åtgärder 2006 och 2008, samt rådsbeslut 2012 inom ramen för EU:s strategi mot spridning av massförstörelsevapen. Rådsbeslutet från 2012 löpte ut tidigare i år. För Sverige har det varit särskilt viktigt att det nya rådsbeslutet innefattar tvär-regionala konsultationer inför 2016 års översynskonferens för B-vapenkonventionen, samt att stöd även fortsättningsvis ges för att stärka insatsberedskapen för generalsekreterarens undersökningsmekanism vid påstådd användning av biologiska vapen.

# -(évent.) Décision du Conseil modifiant la décision 2014/512/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

15023/15 CORLX 231 CFSP/PESC 843 COEST 374 FIN 877 15022/15 CORLX 230 CFSP/PESC 842 COEST 373 FIN 876

**Ansvarigt statsråd**Margot Wallström

**Annotering
Avsikt med behandlingen i rådet:** Antagande av rådsbeslut enligt artikel 29 i EU-fördraget om ändring av rådets beslut 2014/512/GUSP om restriktiva åtgärder med hänsyn till Rysslands åtgärder som destabiliserar situationen i Ukraina. Avser förlängning av sektoriella sanktioner mot Ryssland till 31 juli 2016.

**Hur regeringen ställer sig till den blivande A-punkten:** Regeringen avser rösta ja. Samråd kommer i sedvanlig ordning ske med EU-nämnden inför regeringsbeslut.

**Bakgrund:** Ryssland har agerat på ett sätt som bidragit till destabilisering av situationen i Ukraina. Rådet beslutade därför i slutet av juli 2014 (rubricerade rådsbeslut 2014/512/GUSP) att införa sektoriella restriktiva åtgärder mot Ryssland. Gällande rådsbeslut 2014/512/GUSP löper ut den 31 juli 2016

Den 19 mars 2015 kom Europeiska rådet överens om att varaktigheten för de restriktiva åtgärderna mot Ryssland bör vara tydligt kopplad till Minskavtalens fullständiga genomförande.

Mot bakgrund av att Ryssland inte har uppfyllt Minskavtalen föreslås rådet nu besluta att förlänga tillämpningen av gällande rådsbeslut till och med den 31 juli 2016.